

LE DISCOURS CONTRE LA MARCHANDISATION ET LES PROGRAMMES TECHNIQUES par Chantal Pilon

Le discours contre la marchandisation de l'éducation ne se sert pas à toutes les sauces même si notre vigilance et nos revendications se justifient et s'imposent sur plusieurs plans :

- Il faut protéger l'indépendance des chercheurs et réclamer un financement adéquat de la recherche fondamentale... dans tous les domaines!
- Il faut valoriser la culture, les arts.
- Il faut valoriser les métiers manuels.
- Il faut protéger les libertés individuelles, la liberté de parole.
- Il faut défendre la diversité, la dignité humaine.
- Il faut préserver la formation générale au secondaire et au collégial.

Tout le monde devrait avoir des notions de base en sciences, connaître l'histoire, comprendre l'économie, se préoccuper de sa santé physique et mentale, développer son esprit critique, comprendre les valeurs civiques et les impératifs écologiques, etc.

Mais il faut arrêter de s'indigner parce les programmes techniques préparent les élèves à la réalité du marché du travail.

On n'écrit plus à la machine à écrire. On ne fait plus de la publicité avec l'équipement de *Letraset*! On ne transporte plus les marchandises sur des bateaux à vapeur. Et on n'a plus de « téléavertisseurs ».

De tout temps, l'école s'est adaptée aux besoins de son milieu et de son époque. Les programmes techniques évoluent en fonction des besoins du marché. Cela va de soi. Tant mieux si les élèves font des stages en entreprises. Tant mieux si les profs prennent des congés sans solde et font des séjours sur le marché, question de voir si les pratiques ont changé.

Ce n'est pas cela qui empêche de penser l'éducation dans une perspective humaniste, de parler de développement durable, de penser que l'économie peut se penser autrement que dans une perspective de croissance constante. On peut quand même réfléchir à l'avenir de l'humanité, s'inquiéter des dérives technologiques, tenter de trouver d'autres manières de faire.

Ce n'est pas cela qui empêche de dénoncer le fait que les cégeps se retrouvent en compétition parce qu'on abandonne les programmes nationaux et parce que le mode de financement est inapproprié.

Ce n'est pas cela qui empêche de se battre pour la survie des cégeps en région.

Ce n'est pas cela qui empêche de dénoncer que la multiplication des formations de courte durée compromet la formation de nos jeunes.

Définissons mieux ce qu'on défend afin de le faire ensemble et donc plus efficacement.